

Département de l'Ain
Arrondissement de Nantua
Canton de Pont d'Ain



Mairie de DORTAN
2 place de l'Hôtel de Ville
BP 20 – 01590

☎ : 04.74.77.71.26

☎ : 04.74.75.81.10

mairie.dortan@wanadoo.fr
www.dortan.fr

MARCHE PUBLIC PRESTATIONS DE SERVICES

TRANSPORT SCOLAIRE (MAPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

DESIGNATION DE LA COLLECTIVITE

Commune de DORTAN, département de l'Ain, représentée par son Maire, Mme Marianne DUBARE.

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

Monsieur le Trésorier d'OYONNAX.

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet le transport des enfants de DORTAN à destination des établissements d'enseignement de la Commune (écoles maternelle et élémentaire) et prend effet le lundi 3 septembre 2018.

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE ET PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est un marché à procédure adaptée (MAPA) en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est composé d'un lot unique.

ARTICLE 3 – VARIANTES ET OPTIONS

La présente consultation ne comporte pas d'options. Les variantes sont interdites.

ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le délai de validité de l'offre est de 90 jours.

ARTICLE 5 – APPRECIATION DES CANDIDATURES

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle (certificat inscription, autorisation de mise en circulation), capacité professionnelle ;
- capacité économique et financière.

ARTICLE 6 – CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 60 %
- valeur technique (40 %) jugée au travers du mémoire technique rédigé par le candidat présentant les moyens mis en œuvre pour exécuter la prestation, notamment :

- l'état du parc : type, capacité, équipements de sécurité et âge des véhicules affectés au marché (les véhicules équipés de strapontins ne sont pas acceptés) ;
- la capacité d'intervention rapide et la disponibilité de moyens supplémentaires (aptitude à remplacer un véhicule en panne, délai) ;
- l'engagement sur des démarches éco-responsables ;
- l'organisation de la structure, moyens humains, interlocuteur privilégié.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les opérations de la consultation et les conditions d'exécution du service sont régies par :

a) Pièces particulières

- ◆ L'acte d'engagement.
- ◆ Le bordereau des prix unitaires.
- ◆ Le mémoire technique.
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes.

b) Pièces générales

- ◆ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 19 janvier 2009, non fourni mais réputé connu du candidat.

ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet le lundi 3 septembre 2018. Il est conclu pour la période scolaire 2018/2019. Il est renouvelable 1 fois par tacite reconduction, sauf résiliation signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum trois mois avant la fin de chaque période.

ARTICLE 9 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Le marché objet du CCATP comprend les prestations suivantes :

Transport, en période scolaire, des enfants de DORTAN à destination des établissements d'enseignement de la Commune (écoles maternelle et élémentaire) :

- Les lundis, mardis, jeudis et vendredis.
- Le matin et le soir : entre 25 à 45 enfants.
- Suivant le circuit et les horaires figurant en annexe.

ARTICLE 10 – DELAIS D'EXECUTION

10.1 – Délais de base

Le titulaire est informé que la durée maximum d'un voyage (aller ou retour avec élèves) est fixée à 35 minutes (hors accident et retard générés par des événements extérieurs au service, ne mettant pas en cause la responsabilité du titulaire).

10.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire devra impérativement respecter la réglementation en matière de sécurité sur les transports en commun.

Il devra adapter le véhicule suivant la demande de prestation transmise par la Mairie de DORTAN. Tous les élèves devront être assis. Il est rappelé au titulaire que les sièges type strapontin sont interdits et que les véhicules devront être équipés de ceintures de sécurité.

La garde des élèves n'incombe pas au transporteur. La commune, par l'intermédiaire d'un agent que le transporteur est tenu d'accepter dans ses véhicules, assure la surveillance des élèves dans le bus.

Le titulaire devra disposer de véhicules en parfait état de marche et du personnel nécessaire pour accomplir une bonne exécution des prestations de ce marché.

ARTICLE 12 – CONTINUITE DU SERVICE

Le titulaire du marché est tenu d'assurer la continuité du service quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure (verglas, neige ou inondations).

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés affectés à l'exécution du contrat, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter intégralement les prestations objet du marché.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter ces prestations dans les délais impartis, le Maire ou son représentant y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais du titulaire.

ARTICLE 13 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la Mairie de DORTAN au moment de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 14 – PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

ARTICLE 15 – GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 16 – AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 17 – FACTURATION

Les factures seront établies mensuellement en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires, lorsque l'indication des ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- Les montants et taux TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de la facturation

ARTICLE 18 – PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures, par mandat administratif au compte ouvert au nom du titulaire tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 19 – PENALITES

14.1 – Pénalités de retard

Un retard de dix minutes sera toléré par la société de transport, par rapport aux horaires de départ fixés. Au delà, le transporteur pourra annuler la navette et un trajet pourra être facturé.

Un retard de dix minutes sera toléré par la Mairie de DORTAN par rapport aux horaires de départ, passé ce délai le trajet ne sera pas facturé.

Une pénalité forfaitaire de 150.00 € sera appliquée pour tout dépassement de la durée maximum d'un voyage fixé à l'article 10.1 du présent CCATP du fait d'une panne véhicule et de l'absence de remplacement dans le délai annoncé par le candidat dans son offre (hors accident et retard générés par des événements extérieurs au service, ne mettant pas en cause la responsabilité du titulaire).

14.2 – Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Sans objet.

14.3 – Pénalités pour non exécution d'un voyage commandé

Une pénalité forfaitaire de 150.00 € sera appliquée pour non exécution d'un transfert commandé.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour des ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'organisateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 – RESILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la réalisation du marché, sont applicables.

Conformément à l'article 36.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêts général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents en renseignements mentionnés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 22 – LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour aucun motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la Commune de Dortan et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Le Tribunal Administratif de Lyon est seul compétent en cas de litiges.

Le soumissionnaire déclare avoir pris connaissance du CCATP.

A, le
(Cachet et signature)